La péninsule arabique

Passons maintenant à la péninsule Arabique, région du monde que les Canadiens croient, comme la plupart des gens, connaître davantage. Après tout, depuis une vingtaine d'années les médias nous montrent des images de la prodigieuse richesse pétrolière des États du Golfe, à savoir l'Arabie saoudite, les Émirats arabes unis, le Qatar, le Koweit, Bahreïn, Oman et le Yémen.

Cependant, ces pays sont aujourd'hui confrontés à de nouvelles réalités. La tendance à venir est celle du passage d'une économie influencée par les cycles pétroliers à une économie orienté vers la technologie et le commerce.

Cette évolution, les Canadiens la connaissent très bien. Nous avons déjà abandonné notre trop grande dépendance à l'égard de la mise en valeur des ressources et nous avons acquis les compétences et l'infrastructure nécessaires afin de nous implanter sur les marchés internationaux.

À bien des égards, ce que nous avons à offrir sur les marchés étrangers correspond parfaitement aux besoins des pays de la région. Les entreprises canadiennes ont les connaissances nécessaires pour aider celles-ci à accroître leurs compétences dans les domaines de l'énergie électrique, de l'eau, du gaz et des télécommunications, et elles peuvent jouer un rôle dans la mise en place d'une nouvelle économie fondée sur le savoir. De plus, ce que nous avons à offrir dans le secteur agricole et agroalimentaire est très compatible avec ce que recherchera la nouvelle génération.

L'Arabie saoudite

L'Arabie saoudite, où s'exerce environ la moitié de l'activité économique dans la région, fournit peut-être encore 25 p. 100 de la production mondiale de pétrole, mais les jours d'immense richesse tirent à leur fin sous l'effet de la fluctuation des prix du pétrole et de croissance rapide de la population. En Arabie saoudite, le PIB par habitant, de 15 319 \$US en 1980, était tombé à 7100 \$ en 2002.

Les dirigeants de l'Arabie saoudite sont tout à fait prêts au changement. « Il y a cinquante ans, nous étions des Bédouins du désert », a affirmé récemment le prince Abdullah ben Faisal, directeur de l'Administration générale de l'investissement de l'Arabie saoudite (Saudi Arabia General Investment Authority) et membre de la famille royale Al-Saud. « Puis nous avons découvert le pétrole, et l'argent. Beaucoup d'argent. Nous l'avons donc dépensé. Maintenant, ces jours sont révolus et nous devons repenser notre façon de faire. »

La campagne que mène le prince Abdullah pour attirer l'investissement étranger et augmenter la création d'emplois s'inscrit dans cette logique. Près de 60% des Saoudiens ont moins de 19 ans. Le travail à réaliser pour préparer leur avenir est énorme. L'Arabie saoudite doit enregistrer une croissance annuelle d'au moins 6%, seulement pour freiner la hausse du chômage. Et cette croissance n'est possible que par l'investissement étranger.